

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Etat-d-urgence-en-Equateur-Pour-maintenir-le-calme-et-la-stabilite>

État d'urgence en Équateur : « Pour maintenir le calme et la stabilité »

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : samedi 16 avril 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président de l'Équateur, Lucio Gutierrez, a décrété vendredi l'état d'urgence à Quito et dans la province de Pichincha, proche de la capitale, et a suspendu la Cour suprême, en raison de la situation sociale qui perturbe actuellement le pays.

Par l'Agence France-Presse

Quito, Le samedi 16 avril 2005

Le président Gutierrez, un ancien colonel au pouvoir depuis 26 mois, a déclaré à une chaîne de radio et de télévision qu'il se voyait obligé de prendre ces mesures en raison des troubles croissants que connaît Quito (1,2 millions d'habitants), la capitale de l'Équateur (10 millions d'habitants) et pour y maintenir le calme et la stabilité.

Plusieurs syndicats équatoriens avaient observé mercredi une grève de 24 heures contre la politique du président Gutierrez et son incapacité, selon eux, à réorganiser la Cour Suprême de Justice (CSJ).

Dans la capitale, les écoles publiques et privées étaient restées fermées mercredi et les transports en commun avaient fonctionné au ralenti. En revanche les banques étaient restées ouvertes.

Cette grève qui n'avait pas mobilisée l'ensemble du pays notamment la région de Guayaquil (275 km au sud-est de la capitale), la deuxième ville du pays, avait été considérée comme un échec de l'opposition par les analystes à Quito.

Les syndicats exigent le départ du président Gutierrez (centriste) et la réorganisation de la Cour Suprême de Justice, la jugeant totalement inféodée au pouvoir.

La restructuration de la CSJ le 8 décembre dernier par la majorité en place au Congrès équatorien avait déclenché une crise politique et juridique dans le pays. Cette restructuration avait été interprétée par l'opposition comme une tentative du gouvernement de prendre le contrôle sur la Cour suprême pour se livrer à des manoeuvres politiques afin de mettre fin aux réformes nécessaires au pays.

L'opposition proteste aussi contre la décision de la CSJ d'annuler les procès contre les anciens présidents Abdala Bucaram (populiste, août 1996- février 1997) et Gustavo Noboa (2000-2003) exilés respectivement au Panama et en République Dominicaine.

Les deux anciens présidents, alliés du président Gutierrez, sont rentrés début avril en Équateur. « Je suis une bombe atomique pour l'oligarchie de l'Équateur » avait indiqué à son retour Abdala Bucaram à l'AFP en ajoutant qu'il voulait redevenir président.

Quelque 10 000 personnes ont manifesté bruyamment à l'aide de concerts de casseroles dans les rues de Quito depuis jeudi pour réclamer le départ de leur président. « Lucio out. Oui à la démocratie, Non à la dictature », ont notamment chanté les manifestants, dispersés par les policiers qui ont fait usage de grenades lacrymogènes à plusieurs reprises.